

# Thème 2 : Analyser les dynamiques des puissances internationales

## Plan du cours

Introduction : Qu'est-ce qu'une puissance internationale aujourd'hui ?

A) Etude de deux exemples.

1) La Turquie de Recep Erdogan : une puissance régionale en formation.

2) L'exemple de la Chine : un Etat-continent aux multiples ressources, atout considérable dans ce monde fini.

B) Les caractéristiques universelles de la puissance internationale d'un Etat.

1) les différents power.

2) La hiérarchie mouvante des puissances.

3) Des fondements de la puissance qui évoluent.

Axe 1 – Essor et déclin des puissances : un regard historique.

A) Essor et déclin d'une grande puissance : Histoire de l'Empire Ottoman (XIV<sup>ème</sup>-XX<sup>ème</sup> siècles).

B) La renaissance d'une puissance : la Russie post-soviétique (de 1991 à nos jours).

Axe 2 – Les formes indirectes de la puissance : une approche géopolitique.

A) La langue et la culture, marqueurs et outils de la puissance.

B) Un enjeu de puissance : les nouvelles technologies et leur contrôle.

C) La maîtrise des nouvelles voies de communication

OTC – La puissance des Etats-Unis aujourd'hui : une hyperpuissance ou une superpuissance ?

Poly 1 : les caractéristiques de la puissance d'un Etat.

Poly 2 : La hiérarchie des puissances aujourd'hui classées selon l'indice de la puissance (2018).

Poly 3 : le calcul de l'indicateur de puissance (IP).

Poly 4 : Essor et déclin d'une grande puissance : Histoire de l'Empire Ottoman (XIV<sup>ème</sup>-XX<sup>ème</sup> siècles).

Poly 5 : Elaborer un plan de composition. Sujet : De l'URSS à la Russie, la fin d'une superpuissance ?

## Notions et Vocabulaire à maîtriser :

*Puissance (et tous ses avatars), soft power, hard power, smart power, capacité de projection, ONU / G20 / OTAN, multipolaire, bipolaire, unipolaire, hégémonie, indice de puissance, vision occidental-centrée, BRICS, G20, FTN, IDE, ZEE, Destinée manifeste*

...

## Poly 1 : les caractéristiques de la puissance d'un Etat

**Document 1** : Le terme de puissance est synonyme de pouvoir. [...]. En géopolitique, comme dans les relations internationales, la notion de puissance fait le plus souvent référence à des États mais d'autres acteurs sont dotés d'une puissance indéniable, notamment les institutions financières, les firmes transnationales ou les organisations non gouvernementales majeures. Pour ne pas parler des organisations criminelles.

S'inspirant de Raymond Aron, Serge Sur écrit : « On définira la puissance comme une capacité - capacité de faire ; capacité de faire faire ; capacité d'empêcher de faire ; capacité de refuser de faire. » [1]

[...] Pour le dire autrement, la puissance caractérise la capacité d'un acteur du système international à agir sur les autres acteurs et sur le système lui-même pour défendre ce qu'il croit être ses intérêts, atteindre ses objectifs, préserver voire renforcer sa suprématie. [...]

La puissance s'est d'abord manifestée par la coercition [hard power]. La guerre, l'impérialisme, l'invasion de territoires expriment une forme de domination fondée sur la force. La guerre façonne la puissance et réciproquement. De façon plus récente, la notion de soft power a été formulée en 1990 par Joseph Nye dans son article « Soft Power », publié par Foreign Policy [2]. Cet auteur entend par là un pouvoir d'attraction ou d'influence d'ordre culturel et commercial plutôt qu'étatique.

Pierre Verluise, *Géopolitique - La puissance. Quels sont ses fondamentaux ?*, Diploweb (en ligne), 2013

[1] Serge Sur, *Relations internationales*, éd. Montchrestien, 2000.

[2] Revue *Foreign Policy*, 1990, n°80.

1) Quelles sont les caractéristiques de la puissance internationale des Etats ?

**Document 2** : Forgé en 1990 par l'analyste américain des relations internationales Joseph Nye, ce concept – pouvoir non violent de séduction et d'attraction – a changé de nature. La puissance n'est plus uniquement militaire ou économique, mais aussi idéologique et culturelle

### HISTOIRE D'UNE NOTION

Pouvoir « mou », pouvoir « doux », pouvoir d'influence, voire simple « rayonnement » ? Omniprésente dans le débat public, la notion de soft power n'en reste pas moins floue. Le concept a été forgé en 1990 par Joseph Nye, professeur à la Kennedy School of Government de l'université Harvard (Massachusetts). Pour cet ancien sous-secrétaire d'Etat à la sécurité nationale de l'administration Carter, le soft power désigne le fait de « coopter au lieu de contraindre », résumait-il dans *Soft Power. The Means to Success in World Politics* (PublicAffairs, 2004), « la capacité d'un pays à structurer une situation de telle manière que d'autres pays développent des préférences ou définissent leurs intérêts en harmonie avec les siens ».

Dans son livre *Bound to Lead. The Changing Nature of American Power* (Basic Books, 1990), Joseph Nye répondait à tous ceux qui, comme l'historien Paul Kennedy, évoquaient un inéluctable déclin de la puissance américaine face à la montée en puissance du Japon ou de l'Allemagne. Pour celui qui fut aussi l'ancien secrétaire adjoint à la défense de Bill Clinton, la puissance, en cette fin de XXe siècle, a changé de nature : la force militaire ou politique ne suffit plus pour qu'un Etat obtienne ce qu'il veut d'un autre Etat. Il faut désormais compter avec la force d'attraction : l'idéologie, la culture et le poids de l'imaginaire permettent d'atteindre ces buts sans aucune coercition, voire sans que l'autre Etat en soit conscient.

Le soft power existait bien avant qu'il ne soit formulé comme tel par Joseph Nye. De l'Antiquité grecque aux Etats-Unis du XXe siècle, en passant par la monarchie française du XVIIIe siècle ou la Grande-Bretagne du XIXe siècle, l'hégémonie, au-delà de la réalité crue des rapports de force, s'est toujours conjuguée avec la séduction. Mais Joseph Nye forge le concept dans une époque particulière, celle de l'effondrement de l'URSS et de la fin de la guerre froide, un monde où l'économie de marché et les valeurs démocratiques semblent s'imposer comme un référentiel quasi universel.

Dans un monde chaotique marqué par le retour des politiques de puissance, les limites du concept de soft power n'en sont pas moins évidentes. « Boire du Coca-Cola dans un McDonald's ou en

regardant la dernière superproduction d'Hollywood, pour caricaturer, n'est pas convertible en soutien à l'Amérique ou à sa politique », estime Pierre Buhler, dans *La Puissance au XXIe siècle* (CNRS, « Biblis », 2014). Soulignant que la toute-puissance des formes culturelles américaines suscite autant de rejet que de fascination, il montre que, à la différence du hard power, aisément identifiable et utilisable par le pouvoir politique, le soft power reste impalpable : il dépend de multiples facteurs, culturels, psychologiques et d'image.

### Une définition assez floue

La définition du concept de soft power est d'ailleurs assez floue. « La notion recouvre deux choses très différentes, explique Hubert Védrine, ancien ministre français des affaires étrangères. Dans un cas, il s'agit de la sophistication d'une puissance militaire, économique, politique : le soft power vient alors s'ajouter aux instruments traditionnels. Dans l'autre cas, il s'agit d'un substitut : certains Etats ou certaines institutions ont renoncé aux instruments classiques de la puissance et ils cherchent à gagner de l'influence par d'autres moyens. »

Conscient des limites de son concept, Joseph Nye a inventé, au milieu des années 2000, le smart power (pouvoir intelligent). « Cette notion n'a pas eu la même percée conceptuelle que celle de soft power, explique l'historien Justin Vaïsse, ancien directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du Quai d'Orsay et organisateur du Forum pour la paix, qui, chaque 11 novembre, réunit dans la capitale française des chefs d'Etat, des ONG et des dirigeants d'entreprise pour promouvoir une autre forme de gouvernance multilatérale. Pourtant, cette notion est beaucoup plus opérante : elle désigne le fait, pour un Etat, de savoir combiner à bon escient le hard et le soft power. »

La diplomatie d'influence à la française en est un exemple : elle utilise l'attractivité de sa culture et de son mode de vie, mais elle s'appuie aussi sur un réseau diplomatique puissant, le second ou le troisième au monde, et son siège de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies doté de la puissance nucléaire.

En ce début de XXIe siècle, marqué par la crise du multilatéralisme et de la coopération internationale, les puissances émergentes telles la Russie, la Chine ou la Turquie se font leur place en utilisant le hard power : la Russie utilise la force des armes en Ukraine, la Turquie fait de même dans le nord de la Syrie, la Chine utilise la puissance militaire en mer de Chine. Mais pour capitaliser ces succès, il leur est nécessaire de jouer aussi sur la séduction. D'où les discours de Pékin sur les « routes de la soie », ses efforts pour développer les instituts Confucius et son engagement croissant dans les organisations internationales. Le soft power a encore de beaux jours devant lui.

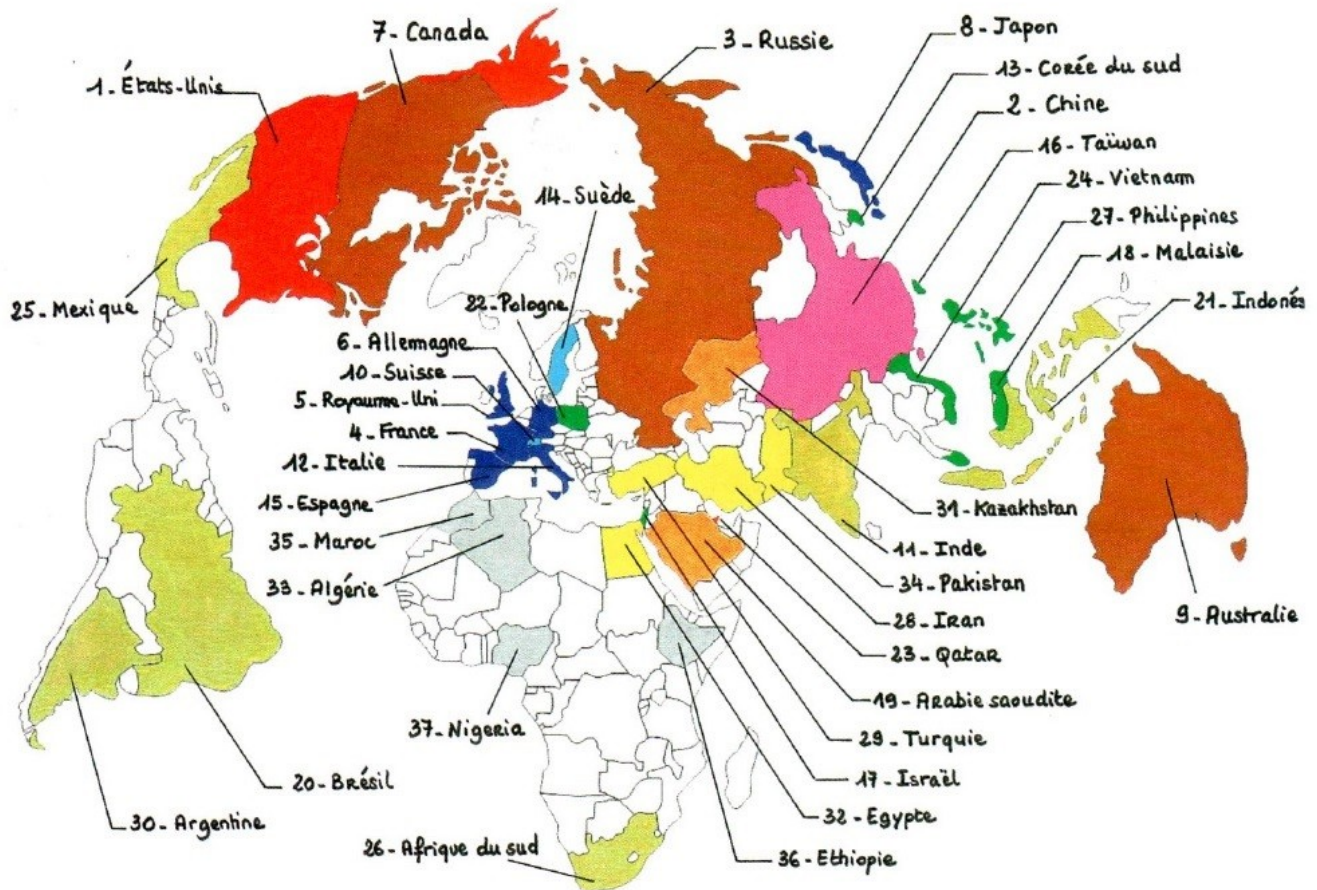
Marc Semo, « Soft power », *Le Monde*, 28 novembre 2019

- 1) Présentez les atouts et les faiblesses de cette notion de « soft power ».
- 2) Définissez le « smart power ».

-----  
**Questions poly 2** : *La hiérarchie des puissances aujourd'hui classées selon l'indice de la puissance (2018)*

- 1) D'après la légende, quels sont les éléments permettant à un Etat d'être une grande puissance internationale ?
- 2) Comparez l'IP de l'Italie, de la France et de l'Inde. Quelle critique peut-on faire de cette carte à l'aide de cette comparaison ?
- 3) A l'aide de la carte et de sa légende, caractérisez l'ordre mondial actuel.

## Poly 2 : La hiérarchie des puissances aujourd'hui classées selon l'indice de la puissance (2018)



- La puissance hégémonique. En tête dans presque toutes les catégories. Une puissance complète (IP : 76,3)
- Le rival. Second ou troisième dans presque toutes les catégories, nettement distancé par la puissance hégémonique en ce qui concerne la technologie et l'influence. Une puissance plus fruste. (IP : 45,5)
- Les États continents. Prédominance du territoire et des ressources. Outre les ressources naturelles, ces pays sont caractérisés par la puissance économique et par leur capacité d'influence. La Russie se distingue par son poids militaire. (IP de la Russie : 33 et de l'Australie : 24,5)
- Les grands pays émergents. Selon les cas, c'est le territoire ou la population qui est le plus important. Malgré des forces militaires réduites, sauf dans le cas de l'Inde, ils exercent une forte influence sur leur environnement proche. (IP de l'Inde : 22,7 et de l'Argentine : 14,4)
- Les puissances énergétiques. Des puissances qui oscillent en fonction des prix des hydrocarbures.
- Les vieilles puissances européennes et asiatiques. La force des héritages. (IP France : 32,2 et Italie : 21,8)
- Les puissances "douces". Cohésion interne, économie développée et influence discrète.
- Les nouveaux venus. Des "petites" puissances qui ont progressé plus ou moins récemment grâce à leurs succès économiques et à leur cohésion.
- Les puissances anciennes du Moyen-Orient. La nostalgie de vieux empires, un investissement élevé dans la force militaire qu'expliquent les tensions dans la région, des ambitions qui dépassent les moyens.
- L'Afrique à la traîne. Les plus importantes des puissances africaines (y compris l'Égypte) restent dépassées.

### L'AUTEUR

Diplômé d'HEC Paris, Christophe Chabert est le fondateur et le rédacteur en chef du site internet [www.mindthemap.fr](http://www.mindthemap.fr) dédié à la cartographie.



Conflicts présente dans chacun de ses numéros une carte réalisée à la main pour sa qualité esthétique et sa clarté pédagogique.

Revue *Conflicts*, numéro 17, 2018

## Poly 3 : le calcul de l'indicateur de puissance (IP)

### CATÉGORIES ET INDICATEURS DE L'INDICE

La hiérarchie des puissances mondiales, sensiblement modifiée par la prise en compte simultanée des 6 facettes de la puissance (nos « catégories ») elles-mêmes analysées à partir de 50 indicateurs eux-mêmes souvent composés à partir de plusieurs indices – et non d'un seul chiffre (PIB ou forces armées) – rend mieux compte de la réalité géopolitique globale : la rivalité USA-Chine, place de la Russie et de la France, léger déclassement de l'Allemagne, du Japon, de l'Inde et du Brésil sur la scène internationale.

► La **catégorie 1** synthétise les indicateurs suivants : superficie, domaine maritime, situation géographique, terres arables, ressources renouvelables en eau douce, ressources en hydrocarbures, population, croissance démographique (2011-2016), emplois, espérance de vie en bonne santé, qualité de la ressource humaine.

L'indicateur « situation géographique » correspond au « *Lage* » des géopoliticiens allemands : comment se situe le pays par rapport à l'océan mondial. Jean-Marc Holz a distingué 10 situations, notées de 0 (coupure totale par rapport à l'océan mondial) à 1 (ouverture la plus large possible. Notation 0 = enclavement ; 0,1 = ouverture sur une mer fermée (type Baltique) ; 0,2 = ouverture sur une petite mer bordière ; 0,4 = ouverture sur une vaste mer bordière ; 0,5 = ouverture sur deux mers ; 0,6 = ouverture sur un océan ; 0,7 = ouverture sur un océan et une mer ; 0,8 = ouverture sur 2 océans ; 0,9 = deux océans et une ou plusieurs mers (Russie) ; 1 = 3 océans (USA, Canada, France, Australie).

La qualité de la ressource humaine est mesurée par le *Global Human Capital Report, 2017*, World Economic Forum (WEF) Davos.

► La **catégorie 2** prend en compte les dépenses militaires, les forces nucléaires, les capacités de projection (nombre de bases à l'étranger et porte-avions), le nombre de soldats, leur expérience, l'armement classique, les satellites militaires.

L'expérience des troupes est estimée en fonction du nombre de guerres menées par les différents pays. En ce qui concerne les forces nucléaires, la note est attribuée en

fonction du nombre d'ogives nucléaires détenues par les différents États. La Russie (7 500 ogives) obtient la note de 1,0, les États-Unis (7 250 ogives), la note de 0,9666, la France (300 ogives) la note de 0,04, etc. Les puissances non nucléaires obtiennent 0 point.

► La **catégorie 3** synthétise les inégalités (coefficient de Gini), le taux d'homicides, la corruption, le patriotisme, l'instabilité et les risques de conflits internes.

Pour le patriotisme, une notion difficile à quantifier, nous sommes partis du sondage Gallup de 2014 (« Êtes-vous prêt à vous battre pour votre pays ? ») et des données sur la fierté nationale fournies par le World Value Survey. Au total, on a ainsi défini 5 classes : patriotisme très fort, patriotisme fort, moyen, faible et très faible.

En ce qui concerne les risques de conflits internes, nous avons pris en compte l'indice *War Risk* de The Global Economy ainsi que le *Fragile State Index* établi par The Foundation for Peace, New York.

► La **catégorie 4** (production et richesse) comprend 6 indicateurs de pondérations subégales (4 ou 5), avec des statistiques de 2016 sauf exception, soit : création de richesse (PIB, grandes firmes mondiales, établissements financiers – banques, assurances, fonds d'investissement et fonds souverains) ; compétitivité (balance des transactions courantes en % du PIB, stock IDE dans le pays, indice global de compétitivité WEF/Davos) ; dynamisme (FBCF, création d'entreprises, croissance du PIB 2011-2016) ; présence à l'étranger (volume des exportations, stock IDE à l'étranger) ; indépendance économique (indépendance énergétique\*, position extérieure nette – *Net International Investment Position* NIIP\* –, volume des réserves de change) ; monnaie (part de la monnaie du pays dans les réserves de change mondiales et dans les paiements internationaux).

Dans cette catégorie 4, trois indices peuvent avoir une valeur négative (par ex. un déficit de la balance des transactions courantes). Pour la notation, la même méthode, exposée ci-dessus, est appliquée : soit 0 à +1,0 pour

les soldes positifs, et 0 à -1,0 pour les soldes négatifs. Le nombre total de points accumulés par un pays peut donc être affecté à la baisse, en cas de valeur négative sur un ou plusieurs indicateurs. Exemple : l'Algérie a le plus fort déficit de sa balance des transactions courantes, sa note est de -1 ; Taïwan le plus fort excédent, soit +1 ; la Suisse obtient +0,7517, la France obtient -0,0604 car le déficit de sa balance commerciale est compensé par les excédents de la balance des services (tourisme). Pour l'énergie, le Qatar avec la balance énergétique la plus excédentaire obtient +1,0, Taïwan la plus déficitaire (note : -1,0) ; la France a -0,3984.

► La **catégorie 5** (technologie) regroupe 10 indicateurs, déclinant tant les moyens déployés que les résultats obtenus. Ces indicateurs sont : volume des dépenses en RD, parc de superordinateurs, nombre d'universités réputées dans les disciplines scientifiques et techniques, nombre de brevets déposés et articles scientifiques publiés, capacité à attirer et retenir les talents (indice IMD-Lausanne), degré de robotisation de l'industrie (nombre de robots pour 10 000 salariés), indice d'innovation (INSEAD), firmes internet mondiales, volume des exportations de biens de haute technologie et capacité aérospatiale (calculée sur la base du nombre de lancements de satellites, de la masse lancée, du nombre de satellites en service, et du budget).

► La **catégorie 6** (influence) cherche à apprécier la « *puissance soft* » d'un État. Elle comprend 10 indicateurs, sous les rubriques diplomatie (sièges de membre permanent ou non au Conseil de sécurité de l'ONU, réseau d'ambassades, consulats et représentations, exportations d'armes) ; culture (grandes firmes multimédias mondiales, exportations de biens culturels, influence de la langue du pays – d'après le *Power Language Index* –, nombre d'étudiants étrangers dans le pays) ; prestige (sportif : médailles d'or aux JO été/hiver 2008 à 2016, organisation des championnats du monde de diverses disciplines – culturel : musées (fréquentation et superficie) – et économique : grandes marques). ►

## Corrections des questions portant sur les **polys 2 et 3** (et situées sur le **poly 1**) :

### Etude de l'ordre international actuel.

1) D'après la légende, quels sont les éléments permettant à un Etat d'être une grande puissance internationale ?

La carte et sa légende identifient les éléments qui permettent à un État d'être considéré comme une puissance :

- une situation **d'hégémonie**
- la capacité d'être le rival d'une autre grande puissance
- la possession d'un immense territoire avec d'importantes ressources naturelles
- l'ancienneté de la puissance
- l'influence
- la possession de réserves importantes de matières premières énergétiques.

2) Comparez l'IP de l'Italie, de la France et de l'Inde. Quelle critique peut-on faire de cette carte à l'aide de cette comparaison ?

**L'indice de puissance** de la **France** (32,2) est supérieur à celui de **l'Italie** (21,8) et de **l'Inde** (22,7). La France est au 4<sup>e</sup> rang derrière les États-Unis, la Chine et la Russie, alors que l'Inde se classe au 11<sup>e</sup> rang, suivie de l'Italie au 12<sup>e</sup> rang. Or la carte ne permet pas de distinguer l'écart entre la France et les deux autres pays et la proximité de l'indice de puissance de l'Inde et de l'Italie car la légende et le choix des aplats de couleurs ne le montrent pas.

=> La carte peine à rendre visible la hiérarchie des puissances et encourage ainsi à maintenir une **vision occidentalocentrée** du monde dans laquelle la puissance de la Chine se définit par la rivalité avec les États-Unis et où la puissance de l'Inde semble plus proche de celle du Brésil et de l'Argentine que de celle des pays européens. De plus, les choix graphiques mettent clairement l'Europe (en bleu foncé) au centre du monde. Ce qui ne reflète plus l'état du monde.

3) A l'aide de la carte et de sa légende, caractérisez l'ordre mondial actuel.

Il s'agit d'un ordre mondial **multipolaire** qui évolue rapidement (émergence de la Chine par exemple). Et ce, même si les **États-Unis** restent les plus puissants (indice de 76,3 quand celui de la Chine, 2<sup>e</sup>me, n'est que de 45,5) et **hégémoniques** car ils sont aujourd'hui le seul État du monde à être capable à la fois :

- d'influencer les affaires des autres par l'exemple ou par la pression »
- de peser sur les questions internationales.

=> **L'ordre mondial est multipolaire** car il y a de nombreux pôles de puissance alliés ou concurrents. Les EUA, la superpuissance actuelle, est concurrencée de plus en plus sérieusement.

**Les puissances « établies », c'est-à-dire anciennes**, structurent l'environnement politique et économique à l'échelle mondiale. Rassemblées dans le **G7** (États-Unis, Canada, Royaume-Uni, France, Italie, Allemagne, Japon), elles réalisent environ 43 % du PIB mondial (somme des richesses créées en un an par l'ensemble des acteurs économiques et financiers) en ce début du XXI<sup>e</sup>me siècle.

Définition **G7** : **page 130**

Le **G7** est une création de la seconde moitié des années 70 faite dans un contexte de crise économique mondiale. Les puissances « établies » tentent de s'unir ou en tout cas de dialoguer pour maintenir leur domination. L'ONU est la grande victime de ces réunions. Ses institutions sont délaissées par le G7 dont les membres préfèrent discuter entre eux, sans les interpellations des autres pays.

## Cependant il y a des puissances ascendantes ou émergents :

Les **BRICS** – définition **page 106**

Les puissances internationales « établies » s'adaptent et ont dû faire une place à ces « nouvelles » puissances. D'où la naissance du **G20**.

Définition du **G20** : *groupe composé de dix-neuf pays et de l'Union européenne qui se réunissent annuellement. Il a été créé en 1999.*

Ces réunions du **G20** tentent ainsi de mieux refléter l'ordre mondial actuel. Des puissances internationales du Nord et du Sud se réunissent régulièrement. C'est une reconnaissance pour les puissances émergentes du Sud. Mais cela reste une remise en cause du rôle de l'ONU qui reste le lieu où la diversité des puissances s'exprime et où les grandes puissances, notamment les nouvelles, ont du mal à s'imposer. Cela participe à expliquer la naissance de ces instances extra-onusiennes.



## Poly 4 : Essor et déclin d'une grande puissance : Histoire de l'Empire Ottoman (XIV<sup>ème</sup>-XX<sup>ème</sup> siècles).

Cours **page 130** paragraphe B

### 1) L'Empire ottoman de sa naissance au XVIII<sup>ème</sup> siècle

**Pages 118-119** : *La construction de la puissance ottomane*

- La dynastie ottomane (d'Othman, son fondateur), turcophone et musulmane sunnite, naît au XIII<sup>o</sup> en Anatolie et ronge peu à peu le vieil empire byzantin en déclin. Celui-ci disparaît lorsque les Ottomans prennent Constantinople en 1453 (doc 2 **page 119**). C'est un véritable coup de tonnerre en Europe !

**VIDEO** : <https://www.youtube.com/watch?v=7AaejeFJ5-U&t=45s>

=> Comment les Ottomans ont pris Constantinople

#### \* **Les caractéristiques de cet Empire :**

L'Empire ottoman s'étend, suite à des conquêtes, sur un vaste territoire depuis le Maghreb jusqu'à la péninsule arabique et du Danube à l'Euphrate (doc 3 **page 121**).

L'Empire ottoman est ainsi une grande puissance militaire qui menace Vienne à deux reprises (1529 et 1683) mais aussi une puissance religieuse, diplomatique et économique.

\* **L'âge d'or de la puissance ottomane** se situe aux XVI<sup>ème</sup> et XVII<sup>ème</sup> siècles, notamment sous le règne de **Soliman le Magnifique (1520-1566)** ; l'Empire ottoman devient alors la 1<sup>ère</sup> puissance mondiale !

#### \* **Un empire cosmopolite et multiconfessionnel :**

**Pages 120-121** : *Les piliers de la puissance de l'Empire ottoman*

Cet empire est à l'opposé de ce qu'est un **État-nation** (*État qui coïncide avec une nation établie sur un territoire délimité et définie en fonction d'une identité commune de la population qui lui confère sa légitimité*). Sa population est multiethnique et sans grande histoire nationale. Chrétiens et juifs sont protégés par les règles de la **dhimma** (*Contrat de protection accordé aux non-musulmans appelés à vivre en territoire d'islam dans une situation d'infériorité juridique*). Les minorités (**dhimmis**) sont considérées comme des citoyens de second rang mais libres de pratiquer leur religion. C'est une des causes du peu de révoltes populaires, de l'exceptionnelle longévité de cet empire, avec le respect des usages et traditions des pays dominés sous une tutelle centrale assez souple.

**Le pouvoir est centralisé dans les mains du sultan**, aidé par un conseil (Divan) et un grand vizir (doc 3 **page 119**). La société ottomane est régie par le droit islamique, un droit essentiellement de nature religieuse même si un droit séculier se met en place au XV<sup>ème</sup> siècle.

Le sultan devient un **calife** sans le nom (seulement pris au XVIII<sup>e</sup> siècle). À ce titre, il est chargé d'étendre le territoire ottoman et de protéger les lieux saints (La Mecque, Médine et Jérusalem).

**Question** : *Comment l'Empire ottoman arrive-t-il à intégrer des populations si différentes ?* Doc 5 **page 121**.

### 2) Le déclin et la fin de l'Empire ottoman **VIDEO**

\* **Les tensions avec les royaumes chrétiens** : Les Ottomans sont ressentis comme une menace par les Européens chrétiens et en 1571, le Pape appelle à la **Croisade** contre les Ottomans (victoire navale avec les Espagnols et Vénitiens qui détruisent la flotte ottomane à Lépante).

C'est la première d'une longue série de défaites pour les Ottomans :

- échec du siège de Vienne (1683)
- perte de la Hongrie (1699),
- perte de la Crimée annexée par les Russes (1783).

Miné par les querelles internes et éloigné du nouveau centre du monde (l'Atlantique), l'Empire ottoman accumule les retards et les faiblesses.



\* **Le XIX<sup>ème</sup> siècle est une période de difficultés de toutes sortes pour l'Empire ottoman :**

=> **Au XIX<sup>ème</sup> s, il est même surnommé « l'homme malade de l'Europe »** (par le tsar Nicolas Ier en 1853) et voit se multiplier les ingérences européennes.

Le XVII<sup>ème</sup> siècle a marqué la fin de l'expansion territoriale de l'Empire ottoman dont la puissance diminue progressivement au XIX<sup>ème</sup> siècle : c'est la **Question d'Orient (page 122** = conséquences diplomatiques et militaires nées du recul territorial de l'Empire ottoman en Europe de 1774 à 1922).

**Pages 122-123** : *L'éclatement de l'Empire ottoman*

- Volonté d'indépendances des nations européennes (Grèce 1830, Bulgarie 1908), ambitions des grands empires voisins (Russie et Autriche-Hongrie) d'étendre leur influence dans la région, tensions internes comme le développement du nationalisme arabe et turc.

**Réaction** : essor d'un nationalisme turc qui met en avant l'identité turque face à la conception universelle de l'Empire ottoman mais ce sursaut nationaliste du mouvement des **Jeunes-Turcs** après leur putsch en 1908 et la dictature mise en place en 1913 ne sauvent pas l'Empire.

\* **L'Empire Ottoman dans la Grande Guerre :**

Après les désastreuses guerres balkaniques perdues en 1912-13 (qui signifient la perte des fleurons de l'Empire c'est-à-dire les territoires européens), l'Empire entre en guerre en 1914 aux côtés de l'Allemagne et provoque un **génocide** contre les Arméniens (accusés de soutenir les Russes) en 1915.

Obligé de se battre sur plusieurs fronts, l'Empire ottoman doit affronter les tentatives des puissances de la Triple Entente pour le démanteler (ex : révolte arabe en 1916 encouragée par les Britanniques).

\* **Le démantèlement de l'Empire Ottoman :**

La 1<sup>ère</sup> GM et la défaite marquent la disparition de l'Empire ottoman et la naissance d'États-nations.

**VIDEO** : <https://www.youtube.com/watch?v=E3QLVgLplB0>

=> *La fin de l'Empire ottoman par les cartes*

**Le traité de Sèvres en 1920** marque la défaite de l'Empire ottoman dans la 1<sup>ère</sup> GM mais il n'est pas reconnu par les nationalistes turcs qui prennent le pouvoir en 1922.

\* **La naissance de la république turque :**

Les troupes nationalistes de Mustafa Kemal refusant la situation et appelant à désobéir au gouvernement ottoman se lancent à la reconquête du pays (guerre d'indépendance 1919-1922), libèrent le territoire turc et la République turque, seul État musulman laïc, est proclamée en 1923 (à noter le rôle particulier de l'armée, fidèle au kémalisme, c'est à dire à l'occidentalisation, à la laïcité, à la démocratisation).

**En 1923, le traité de Lausanne** annule l'essentiel des clauses du traité de Sèvres et crée la République de Turquie. Mustafa Kemal devient le président de la République. Le 3 mars 1924, le **califat** est aboli par la Grande assemblée nationale mise en place.

=> **Quelles dates retenir ?**

## **Poly 5 : Elaborer un plan de composition.**

**Sujet : De l'URSS à la Russie, la fin d'une superpuissance ?**

**Consigne** : Après avoir lu attentivement le texte ci-dessus, essayez d'en retrouver le plan, et proposez un découpage cohérent en plusieurs parties et sous-parties dans la marge. Réfléchissez à la rédaction des titres qui doivent exprimer l'idée principale de chaque partie et de chaque sous-partie.

**Titres des parties et des sous-parties :**

=> *Un plan avec trois parties ayant chacune deux sous-partie.*

Pendant plus de quarante ans, les relations internationales sont dominées par l'affrontement de l'URSS et des États-Unis, les deux superpuissances issues de la Seconde Guerre Mondiale. Leur rivalité instaure un ordre bipolaire. L'URSS, qui a imposé des régimes communistes dans les pays à l'Est du rideau de fer, cimente autour d'elle, dans le cadre du pacte de Varsovie, le bloc communiste contre l'impérialisme américain.

En décembre 1979, l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS clôt une période de fragile détente avec les États-Unis et relance la guerre froide. L'intervention est largement condamnée par la communauté internationale. L'URSS, pour soutenir les communistes afghans, s'engage dans une guerre longue et acharnée qui mobilise 120.000 soldats et provoque jusqu'à 2000 morts par an. L'armée soviétique ne parvient pas à mettre fin à la guérilla. Le retrait des troupes est décidé en 1988.

A la fin des années 1980, la situation économique et sociale de l'URSS est catastrophique. Les besoins premiers de la société ont été négligés au profit de l'industrie lourde et de l'armée. Arrivé au pouvoir en 1985, Mikhaïl Gorbatchev entreprend de réformer le système. La perestroïka encourage l'esprit d'initiative et lance une vague de réformes économiques et sociales. La glasnost doit permettre de dénoncer les déficiences soviétiques tragiquement illustrées par la catastrophe nucléaire de Tchernobyl en 1986. Mais l'économie est déstabilisée, ce qui accroît la colère.

La contestation est aussi vive dans certaines démocraties populaires. En Pologne, un vaste mouvement de grèves s'accompagne de la création d'un syndicat indépendant du parti communiste, Solidarnosc. La répression dont il est victime achève de déconsidérer le régime communiste et son soutien, l'URSS.

La glasnost libère les revendications nationales dans les républiques soviétiques. Dès novembre 1988, l'Estonie, puis la Lituanie en mai 1989, affirment leur souveraineté. Le pouvoir central est également confronté aux troubles et violences qui éclatent entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie à propos du Haut-Karabakh et entre la Géorgie et l'Abkhazie.

Confrontée aux tensions internes et aux pays d'Europe de l'Est qui s'émancipent de la tutelle communiste, l'URSS ne parvient pas à enrayer un processus de dislocation. Au printemps 1990, tour à tour, plusieurs républiques soviétiques déclarent leur souveraineté et la Lituanie proclame son indépendance .

Gorbatchev apparaît de plus en plus isolé et dépassé. Il est contesté à la fois par ceux qui veulent aller plus loin dans les réformes et par ceux qui lui reprochent de détruire le système. En janvier 1991, il fait intervenir les troupes soviétiques à Vilnius (Lituanie) et Riga (Lettonie). En avril, la Géorgie proclame son indépendance. Les tensions sont à leur comble après l'élection du libéral et réformateur Boris Eltsine à la présidence de la Russie. En août, les franges les plus conservatrices du parti communiste tentent un putsch. C'est un échec, mais Gorbatchev en sort décrédibilisé et affaibli.

L'ensemble des quinze républiques qui composaient l'URSS accèdent à l'indépendance. Boris Eltsine décide de suspendre sur tout le territoire russe les activités du PCUS (Parti Communiste de l'Union Soviétique). Le 8 décembre 1991, la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine fondent, par l'accord de Minsk, la CEI (Communauté des États Indépendants) et déclarent que l'URSS est dissoute. Le 25 décembre, Gorbatchev annonce sa démission. L'URSS a cessé d'exister!

Avec l'URSS, c'est le monde bipolaire de la guerre froide qui disparaît. La Russie devient la seule héritière de l'URSS, dont elle récupère le siège au Conseil de Sécurité de l'ONU. Un accord signé en avril 1992 avec le Kazakhstan, l'Ukraine et la Biélorussie lui permet aussi de conserver son arsenal nucléaire. Reste que la puissance russe n'est plus celle de l'URSS. Les effectifs militaires sont divisés par deux entre 1992 et 1996.

La Russie doit désormais repenser sa place dans le monde. Préoccupée par son propre développement, elle souhaite toutefois constituer un espace de sécurité régional dans le cadre de la CEI. Son influence, matérialisée par l'ex armée soviétique, devenue l'armée russe, reste dominante sur ce qu'elle considère comme étant son "étranger proche".

Aux yeux des russes, la disparition de l'URSS est aussi la fin d'un monde. L'ancien empire est traversé de multiples fractures. Aux pertes de territoires et aux tensions frontalières, comme avec les Pays baltes, s'ajoute la question du retour au pays de 25 millions de russes qui résidaient dans les anciennes républiques soviétiques où ils formaient une minorité diversement appréciée.

La Russie se trouve également confrontée à des vellétés séparatistes en son sein. Dans cet État composé d'une centaine de nationalités, la domination russe est source de crispations avec les minorités. L'éclatement soviétique libère ces tensions. La Tchétchénie déclare ainsi son indépendance en 1994. Pour éviter que d'autres territoires ne l'imitent, Moscou déclenche la guerre (1994-1996).

**Titres des parties et des sous-parties :**

La fin de l'URSS engage la Russie dans une transition politique et économique. Le nouvel État rompt avec l'autoritarisme soviétique, opère une transition démocratique et tente de passer d'une économie planifiée à une économie de marché. Ces bouleversements suscitent des résistances. En conflit avec le Parlement, contre lequel il lance l'armée, Eltsine fait adopter par référendum une constitution qui dote la Russie d'un régime présidentiel (1993). La démocratisation reste fragile et la réélection d'Eltsine en 1996 est entachée d'irrégularités.

Pour les Russes, ces années sont terribles. La "thérapie de choc" (désengagement de l'Etat, libéralisation des prix...) provoque une hyperinflation, une brutale récession et la disparition des protections sociales. Alors que le PIB diminue de moitié entre 1991 et 1998, la misère se développe et l'espérance de vie baisse dans une société minée par les pratiques mafieuses et la corruption.

Vladimir Poutine veut incarner le renouveau. Pourtant, lorsqu'il arrive au pouvoir en 1999, le pays est en profonde crise morale et politique. Sa reprise en mains s'articule autour de deux projets : "la dictature de la loi" et la "verticalité du pouvoir". Il renforce l'exécutif, l'arsenal législatif, puis réaffirme le pouvoir de l'État central sur les régions et le contrôle sur l'économie. Le régime poutinien est à la fois fondé sur le suffrage universel et l'autoritarisme d'un président fort.

La reprise économique permet de retrouver une forme de stabilité. L'économie russe reste toutefois dépendante des rentes que lui apportent les ventes d'hydrocarbures. Le développement d'une classe moyenne ne peut masquer la persistance d'une forte pauvreté, ni une croissance économique quasi nulle depuis 2014.

A l'échelle de son voisinage et de l'Arctique, la Russie défend ses intérêts géostratégiques. Elle cherche à reconstituer son emprise et contrôler la route des hydrocarbures. Mais en 2003-2004, les accents pro-Européens des "révolutions colorées" ("révolution rose" en Géorgie et "révolution orange" en Ukraine, qui se traduisent par des changements à la tête du pouvoir et dont craignent à la Russie une volonté de rapprochement de ces pays avec l'Union Européenne et l'OTAN) ainsi que l'élargissement de l'UE et de l'OTAN à l'Europe centrale et aux pays baltes sont vécus comme une inquiétante ingérence occidentale.

La Russie n'entend toutefois pas renoncer à son influence. En août 2008, elle intervient militairement en Géorgie et attise les tensions séparatistes pour maintenir sa prééminence. En 2014, suite à la révolution ukrainienne et à la chute du président pro-russe Ianoukovitch, elle envoie ses troupes dans la région ukrainienne du Donbass et annexe illégalement la Crimée.

La Russie cherche également à se positionner dans le jeu international. Elle cherche à y peser diplomatiquement et à exercer son influence culturelle – cyberpropagande, défense proclamée des valeurs conservatrices... – L'annexion de la Crimée et l'intervention dans la guerre en Syrie à partir de 2015 sont autant de démonstrations de force. Mais la Russie s'est isolée et n'a pas encore véritablement les moyens d'être une grande puissance.

Prenant ses distances avec l'Occident, la Russie se positionne de plus en plus comme une puissance eurasiatique. Elle défend par exemple des intérêts communs avec la Chine (Organisation de Coopération de Shanghai). Poutine relance en 2011 le projet d'une Union Eurasiatique (UEA) qui entre en vigueur début 2015. Mais cette Union, qui devrait fonctionner sur le modèle de l'Union Européenne, ne fonctionne pas encore véritablement dans les faits.

A leur indépendance, les nouveaux États issus des républiques soviétiques sont en quête d'identité. La Biélorussie n'a pas de passé souverain. Dans le Caucase, fracturé par les conflits séparatistes, ou en Ukraine, les états sont le résultats de multiples brassages de populations au cours de l'Histoire des Empires russes et soviétiques.

Les républiques d'Asie centrale sont devenues indépendantes dans les frontières créées par la Russie et l'URSS. Ces frontières, dont les infrastructures ne tenaient pas compte, étaient inadaptées à la complexe géographie des populations. Les indépendances, complexifiées par la présence d'importantes communautés russes, sont difficiles et engendrent parfois des guerres civiles comme au Tadjikistan.

Les trois pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) annexés par Staline, considèrent leur intégration à l'URSS comme une période d'occupation. La rupture avec le passé soviétique est nette et rapide : ils se tournent vers l'Union Européenne et l'intègrent en 2004. Ils en adoptent les standards de démocratie libérale. Les révolutions colorées en Géorgie et en Ukraine expriment cette même volonté de prise de distance avec la Russie.

L'indépendance exige également l'autonomie d'économies jadis gérées par Moscou. Mais les réformes et les progrès se heurtent à la forte dépendance énergétique à l'égard de la Russie, laquelle n'hésite pas à utiliser l'arme du gaz et du pétrole comme moyen de pression. La richesse du sous-sol d'Asie centrale fait de cette région un enjeu entre grandes puissances. Si l'influence russe reste forte, elle n'y est plus exclusive : le Kazakhstan et le Turkménistan se tournent désormais par exemple vers la Chine.